

CONSOMMATION

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 31 octobre 2007 par M. François Fillon, Premier ministre et Mme Christine Lagarde, ministre de l'économie, des finances et de l'emploi

Renvoi à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire - Rapporteur : M. Michel Raison (6 novembre 2007) - Rapport n° 412 (15 novembre 2007) - Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République - Rapporteur pour avis : M. Bertrand Pancher (7 novembre 2007) - Avis n° 408 (14 novembre 2007) - Urgence déclarée le 19 novembre 2007

Discussion les 21, 22 et 26 et 27 novembre 2007 - Adoption le 27 novembre 2007 - Projet de loi n° 57

Sénat (première lecture)

Dépôt le 28 novembre 2007 - N° 109

Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan - Rapporteur : M. Gérard Cornu - Rapport n° 111 (2007-2008) (5 décembre 2007)

Discussion les 13 et 14 décembre 2007 - Adoption le 14 décembre 2007 - Projet de loi n° 32 (2007-2008)

Assemblée nationale (deuxième lecture)

Dépôt le 15 décembre 2007 - N° 508

Renvoi à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

Commission mixte paritaire

Nomination le 18 décembre 2007 (J.O. p. 20394) - Réunion le 18 décembre 2007 - Bureau (J.O. p. 20459)

Assemblée nationale (commission mixte paritaire)

Rapporteur : M. Michel Raison - Rapport n° 510 (19 décembre 2007)

Discussion et adoption le 20 décembre 2007 - Projet de loi n° 75

Sénat (commission mixte paritaire)

Rapporteur : M. Gérard Cornu - Rapport n° 142 (2007-2008) (18 décembre 2007)

Discussion et adoption définitive le 20 décembre 2007 - Projet de loi n° 44 (2007-2008)

Promulgation

Loi n° 2008-3 du 3 janvier 2008 publiée au J.O. du 4 janvier 2008 (p. 258)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4421, 4455)

Interventions du Gouvernement

Mme Christine Lagarde (p. 4421) ; M. Luc Chatel (p. 4423)

Présentation du rapport de la commission des affaires économiques

M. Michel Raison (p. 4427)

Présentation de l'avis de la commission des lois

M. Bertrand Pancher (p. 4429)

Exception d'irrecevabilité : rejetée (p. 4438)

Soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4430)

Soutenue par M. Jean Gaubert (p. 4430)

Intervention du Gouvernement : Mme Christine Lagarde (p. 4434)

Intervention du rapporteur : M. Michel Raison (p. 4435)

Explications de vote : M. Christian Jacob (p. 4436) ; M. Jean Dionis du Séjour (p. 4436) ; M. André Chassaigne (p. 4437) ; M. Olivier Dussopt (p. 4437)

Question préalable : rejetée (p. 4445)

Opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 4438)

Soutenue par M. André Chassaigne (p. 4438)

Intervention du Gouvernement : M. Luc Chatel (p. 4442)

Explications de vote : M. Lionel Tardy (p. 4443) ; M. Jean Dionis du Séjour (p. 4443) ; M. Patrick Roy (p. 4444) ; M. Yves Cochet (p. 4445)

Discussion générale

M. Yves Cochet (p. 4445) ; M. Jean Dionis du Séjour (p. 4447) ; M. Jean-Paul Charié (p. 4448) ; M. François Brottes (p. 4449) ; M. Philippe Folliot (p. 4450) ; M. Daniel Fasquelle (p. 4451) ; M. Arnaud Montebourg (p. 4455) ; M. Gérard Gaudron (p. 4456) ; Mme Annick Le Loch (p. 4457) ; M. Jacques Lamblin (p. 4458) ; M. Jean-Yves Le Déaut (p. 4459) ; M. Jacques Gasperrin (p. 4460) ; Mme Delphine Batho (p. 4461) ; M. Gérard Voisin (p. 4462)

Intervention du Gouvernement

M. Luc Chatel (p. 4463)

Motion de renvoi en commission : rejetée (p. 4472)

De M. Jean-Marc Ayrault (p. 4467)

Soutenue par Mme Corinne Erhel (p. 4467)

Intervention du président de la commission des affaires économiques : M. Patrick Ollier (p. 4469)

Explications de vote : M. Philippe Folliot (p. 4470) ; Mme Sandrine Mazetier (p. 4470) ; M. André Chassaigne (p. 4471) ; M. François Loos (p. 4471)

Discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4472) ; [22 novembre 2007] (p. 4514) ; [26 novembre 2007] (p. 4617, 4637) ; [27 novembre 2007] (p. 4704, 4736)

Interventions du rapporteur dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements : M. Michel Raison (p. 4475 à 4786)

Interventions du Gouvernement dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements : M. Luc Chatel (p. 4475 à 4784)

Avant le titre Ier

Adts identiques n^{os} 87 à 91 et 93 à 95

Adt n^o 87 de M. Arnaud Montebourg (action de groupe) (p. 4472) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 4480)

Intervenants : M. Jean-Paul Charié (p. 4476) ; M. Jean Dionis du Séjour (p. 4476) ; Mme Martine Billard (p. 4478) ; M. Philippe Folliot (p. 4478) ; M. Patrick Ollier (p. 4479)

Adt n^o 88 de M. Jean Gaubert (action de groupe) (p. 4472) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 4480)

Intervenants : M. Jean-Paul Charié (p. 4476) ; M. Jean Dionis du Séjour (p. 4476) ; Mme Martine Billard (p. 4478) ; M. Philippe Folliot (p. 4478) ; M. Patrick Ollier (p. 4479)

Adt n^o 89 de M. François Brottes (action de groupe) (p. 4472) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 4480)

Intervenants : M. Jean-Paul Charié (p. 4476) ; M. Jean Dionis du Séjour (p. 4476) ; Mme Martine Billard (p. 4478) ; M. Philippe Folliot (p. 4478) ; M. Patrick Ollier (p. 4479)

Adt n^o 90 de Mme Corinne Erhel (action de groupe) (p. 4472) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 4480)

Intervenants : M. Jean-Paul Charié (p. 4476) ; M. Jean Dionis du Séjour (p. 4476) ; Mme Martine Billard (p. 4478) ; M. Philippe Folliot (p. 4478) ; M. Patrick Ollier (p. 4479)

Adt n^o 91 de Mme Frédérique Massat (action de groupe) (p. 4472) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 4480)

Intervenants : M. Jean-Paul Charié (p. 4476) ; M. Jean Dionis du Séjour (p. 4476) ; Mme Martine Billard (p. 4478) ; M. Philippe Folliot (p. 4478) ; M. Patrick Ollier (p. 4479)

Adt n^o 93 de M. Patrick Roy (action de groupe) (p. 4472) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 4480)

Intervenants : M. Jean-Paul Charié (p. 4476) ; M. Jean Dionis du Séjour (p. 4476) ; Mme Martine Billard (p. 4478) ; M. Philippe Folliot (p. 4478) ; M. Patrick Ollier (p. 4479)

Adt n^o 94 de Mme Marylise Lebranchu (action de groupe) (p. 4472) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 4480)

Intervenants : M. Jean-Paul Charié (p. 4476) ; M. Jean Dionis du Séjour (p. 4476) ; Mme Martine Billard (p. 4478) ; M. Philippe Folliot (p. 4478) ; M. Patrick Ollier (p. 4479)

Adt n^o 95 de M. Jean-Yves Le Déaut (action de groupe) (p. 4472) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 4480)

Intervenants : M. Jean-Paul Charié (p. 4476) ; M. Jean Dionis du Séjour (p. 4476) ; Mme Martine Billard (p. 4478) ; M. Philippe Folliot (p. 4478) ; M. Patrick Ollier (p. 4479)

Adt n^o 56 de M. Jacques Desallangre (action de groupe) (p. 4472) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 4480)

Rappel au règlement

M. François Brottes s'indigne des propos du président de la commission le traitant de "coucou" ; considère qu'une partie de "l'entourage des plus hautes autorités de l'Etat" refuse l'action de groupe [21 novembre 2007] (p. 4480)

Rappel au règlement

M. Arnaud Montebourg regrette le manque d'explications du secrétaire d'Etat chargé de la consommation sur la proposition du groupe socialiste ; s'indigne que la majorité traite l'opposition comme des "chiens de garde condamnés à la muselière" [21 novembre 2007] (p. 4480)

Adt n^o 205 de M. Alain Vidalies (prohibition du consentement tacite du consommateur) : rejeté (p. 4481)

Intervenants : M. Jean Gaubert (p. 4481) ; Mme Corinne Erhel (p. 4481)

Adt n^o 178 de M. Lionel Tardy (preuve du caractère trompeur d'une publicité à la charge de l'annonceur) (p. 4481) : retiré (p. 4482)

Adt n^o 81 rectifié de M. Jean Gaubert (police de caractères utilisée pour indiquer le taux de crédit promotionnel sur les publicités comportant des offres de prêt) (p. 4482) : retiré (p. 4483)

Intervenant : M. François Brottes (p. 4483)

Adt n^o 80 de M. Jean Gaubert (mention du coût total, du taux effectif global et du montant des remboursements sur les publicités comportant des offres de prêt) (p. 4482) : retiré (p. 4483)

Intervenant : M. François Brottes (p. 4483)

Adt n^o 112 de M. Jean Gaubert (relevé d'office du juge en droit de la consommation) (p. 4483) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 4485)

Intervenants : M. Émile Blessig (p. 4484) ; M. Jean-Paul Charié (p. 4484)

Adts identiques n^{os} 226 et 307 rectifié

Adt n^o 226 de M. Jean Dionis du Séjour (relevé d'office du juge en droit de la consommation) (p. 4483) : retiré (p. 4485)

Intervenants : M. Émile Blessig (p. 4484) ; M. Jean-Paul Charié (p. 4484)

Adt n^o 307 rectifié de M. André Chassaigne (relevé d'office du juge en droit de la consommation) (p. 4483) : rejeté (p. 4485)

Intervenants : M. Émile Blessig (p. 4484) ; M. Jean-Paul Charié (p. 4484)

Adt n° 150 de M. Lionel Tardy (relevé d'office du juge en droit de la consommation devant les juridictions où le ministère d'un avocat n'est pas requis) (p. 4483) : rejeté (p. 4485)

Intervenants : M. Émile Blessig (p. 4484) ; M. Jean-Paul Charié (p. 4484)

Adt n° 76 de M. Jean Gaubert (interdiction de la publicité pour les crédits renouvelables) (p. 4485) : rejeté (p. 4486)

Intervenant : M. François Brottes (p. 4486)

Adt n° 78 de M. Alain Vidalies (inopposabilité d'une créance née de l'ouverture d'un crédit renouvelable à la communauté, à l'indivision et au membre de la communauté ou de l'indivision qui ne l'a pas expressément acceptée) (p. 4514) : rejeté (p. 4516)

Intervenants : M. François Brottes (p. 4514) ; M. Jean Gaubert (p. 4515)

Adt n° 75 de Mme Élisabeth Guigou (interdiction du démarchage, de la publicité, de la distribution et de l'ouverture de crédits renouvelables dans la même enceinte que celle de l'achat d'un bien et prohibition du démarchage à domicile de ce type de crédit) (p. 4516) : rejeté (p. 4521)

Intervenants : M. François Brottes (p. 4516, 4520) ; M. Arnaud Montebourg (p. 4517) ; M. Patrick Ollier (p. 4518) ; M. Jean Gaubert (p. 4518) ; M. Thierry Benoit (p. 4519) ; M. André Chassaigne (p. 4519) ; M. Christian Jacob (p. 4519) ; M. Jean Dionis du Séjour (p. 4520)

Sous-adt n° 317 de M. André Chassaigne (ou être proposé par le même vendeur) (p. 4520) : rejeté (p. 4521)

Adt n° 77 de M. Jean Gaubert (mention obligatoire du taux de l'usure sur les offres de prêt) (p. 4521) : rejeté (p. 4523)

Intervenants : M. Daniel Fasquelle (p. 4522) ; M. Jean-Yves Le Déaut (p. 4522)

Adt n° 79 de M. Jean Gaubert (obligation du prêteur de s'informer préalablement sur la situation d'endettement global de l'emprunteur) (p. 4617) : rejeté (p. 4619)

Intervenants : M. Jean-Yves Le Déaut (p. 4618) ; M. Lionel Tardy (p. 4619)

Adt n° 212 de M. Jean Dionis du Séjour (obligation du prêteur de s'informer préalablement sur la situation d'endettement global de l'emprunteur) (p. 4617) : rejeté (p. 4619)

Intervenants : M. Jean-Yves Le Déaut (p. 4618) ; M. Lionel Tardy (p. 4619)

Adt n° 74 de M. Jean Gaubert (création d'un fichier national des crédits aux consommateurs) (p. 4619) : rejeté (p. 4624)

Intervenants : M. Patrick Ollier (p. 4621 et s.) ; M. Jean-Paul Charié (p. 4621) ; M. André Chassaigne (p. 4623)

Adt n° 213 de M. Jean Dionis du Séjour (création d'un répertoire national des crédits aux particuliers pour des besoins non professionnels) (p. 4619) : rejeté (p. 4624)

Intervenants : M. Patrick Ollier (p. 4621 et s.) ; M. Jean-Paul Charié (p. 4621) ; M. André Chassaigne (p. 4623)

Adt n° 316 de M. Jean-Yves Le Déaut (création d'une autorité de la concurrence) (p. 4624) : rejeté (p. 4626)

Intervenants : M. François Brottes (p. 4625) ; M. Jean Dionis du Séjour (p. 4625) ; M. Jean-Paul Charié (p. 4625) ; M. Jean Gaubert (p. 4625) ; Mme Martine Billard (p. 4626)

Adt n° 309, deuxième rectification de M. Daniel Paul (rapport au Parlement sur l'ampleur et l'opportunité du travail à temps partiel dans le secteur de la grande distribution, ainsi que sur le pouvoir d'achat des salarié-e-s de ce secteur) (p. 4626) : rejeté (p. 4628)

Intervenants : M. André Chassaigne (p. 4626) ; M. Jean Gaubert (p. 4627) ; Mme Martine Billard (p. 4627)

Titre Ier

Dispositions relatives à la modernisation des relations commerciales

Avant l'article 1er

Adt n° 240 de Mme Martine Billard (prohibition des accords d'exclusivité) (p. 4628) : rejeté (p. 4629)

Intervenant : M. Jean-Yves Le Déaut (p. 4629)

Adt n° 114 de M. Jean Gaubert (rapport public au Premier Ministre de la commission d'examen des pratiques commerciales sur l'évolution des marges pratiquées par les distributeurs) (p. 4629) : rejeté (p. 4630)

Adt n° 113 de M. Jean Gaubert (rapport public au Premier Ministre de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes au ministre chargé des finances sur l'évolution des pratiques de marges dans la distribution) (p. 4629) : rejeté (p. 4630)

Adt n° 300 rectifié de M. Daniel Paul (organisation d'un Grenelle des salaires, entre les représentants syndicaux, patronaux et l'État) (p. 4630) : rejeté (p. 4631)

Intervenants : M. André Chassaigne (p. 4630) ; M. Jean Gaubert (p. 4631)

Adt n° 313 de M. Daniel Paul (rapport du Gouvernement au Parlement sur les conséquences de la très faible revalorisation du SMIC) (p. 4631) : rejeté (p. 4632)

Intervenants : M. André Chassaigne (p. 4631) ; M. Jean Gaubert (p. 4632)

Adt n° 314 rectifié de M. Daniel Paul (rapport du Gouvernement au Parlement sur l'évolution des coûts des produits de première nécessité depuis 2002) (p. 4632) : retiré (p. 4634)

Intervenants : M. André Chassaigne (p. 4632 et s.) ; M. Jean-Yves Le Déaut (p. 4633)

Article 1er (modification de la définition du seuil de revente à perte) (p. 4637) : adopté après modification (p. 4646)

Interventions : M. Lionel Tardy (p. 4637) ; M. Jean Gaubert (p. 4637, 4640 et s.) ; M. André Chassaigne (p. 4637) ; M. François Brottes (p. 4639 et s.) ; M. Jean Dionis du Séjour (p. 4640 et s.) ; M. Jean-Paul Charié (p. 4641 et s.) ; Mme Corinne Erhel (p. 4643) ; M. Michel Raison (p. 4643)

Adt n° 72 de M. Antoine Herth (p. 4639)

Adt n° 176 de M. Antoine Herth : adopté (p. 4639)

Sous-adt n° 326 de M. François Brottes (p. 4639)

Adt n° 299 de M. André Chassaigne (p. 4639)

Adt n° 20 de la commission : adopté (p. 4640)

Adt n° 164 de M. Lionel Tardy : SCRUTIN PUBLIC (p. 4640)

Adt n° 126 de M. Jean Gaubert : SCRUTIN PUBLIC (p. 4641)

Adt n° 298 de M. André Chassaigne (p. 4642)

Adt n° 21 de la commission (p. 4643) : adopté au SCRUTIN PUBLIC (p. 4646)

Adt n° 63 de M. Jean-Paul Charié (p. 4643)

Après l'article 1er

Adt n° 129 de M. Jean Gaubert (sanctions pécuniaires du non respect du seuil de revente à perte) (p. 4647) : rejeté (p. 4648)

Intervenant : M. François Brottes (p. 4648)

Adt n° 73 de M. Antoine Herth (sanctions du non respect du seuil de revente à perte par l'interdiction de la publicité) : retiré (p. 4648)

Adt n° 296 de M. André Chassaigne (suppression des dérogations à l'interdiction de revente à perte) : rejeté (p. 4648)

Adt n° 297 de M. André Chassaigne (extension au-delà des situations de crise conjoncturelle du dispositif du coefficient multiplicateur pour les fruits et légumes périssables) (p. 4648) : retiré (p. 4650)

Intervenants : M. Jean Dionis du Séjour (p. 4649) ; M. Jean-Paul Charié (p. 4649) ; M. André Chassaigne (p. 4649)

Article 2 (convention unique formalisant le résultat de la négociation commerciale) (p. 4650) : adopté après modification (p. 4662)

Interventions : M. Jean Dionis du Séjour (p. 4650, 4662) ; M. Jean Gaubert (p. 4650, 4453 et s.) ; M. Jean-Yves Le Déaut (p. 4651, 4454) ; M. André

Chassaigne (p. 4651) ; M. François Brottes (p. 4652 et s.) ; M. Lionel Tardy (p. 4653) ; M. Jean-Paul Charié (p. 4655 et s.) ; M. Michel Raison (p. 4656) ; M. Patrick Ollier (p. 4660) ; M. Bertrand Pancher (p. 4661)

Adts n°s 128 (de suppression) et 148 rectifié de M. Jean Gaubert (p. 4652 et s.)

Adt n° 216 de M. Jean Dionis du Séjour : SCRUTIN PUBLIC (p. 4654)

Adts identiques n°s 23 et 157

Adt n° 23 de la commission : adopté (p. 4656)

Adt n° 157 de M. Lionel Tardy (p. 4656)

Adt n° 24 de la commission : adopté (p. 4656)

Adt n° 153 de M. Lionel Tardy (p. 4656)

Adt n° 133 de M. Jean Gaubert (p. 4656)

Adt n° 66 de M. Jean-Paul Charié (p. 4657)

Adt n° 214 de M. Jean Dionis du Séjour (p. 4657)

Adt n° 163 de M. Lionel Tardy (p. 4657)

Adts n°s 25 et 26 rectifié de la commission : adoptés (p. 4657 et s.)

Adt n° 67 de M. Jean-Paul Charié (p. 4657)

Adt n° 158 de M. Lionel Tardy (p. 4658)

Adt n° 27 de la commission (p. 4659)

Adt n° 134 de M. Jean Gaubert (p. 4661)

Adt n° 2 de la commission des lois (p. 4661)

Après l'article 2

Adt n° 269 de M. Jean Gaubert (limitation de la coopération commerciale à la seule première mise en rayon) (p. 4662) : rejeté (p. 4663)

Intervenant : M. Jean-Paul Charié (p. 4662)

Adt n° 267 de M. Jean Gaubert (interdiction de la facturation du référencement des produits par un distributeur) (p. 4662) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 4663)

Intervenant : M. François Brottes (p. 4663)

Article 3 (modification du régime des contrats types agricoles) (p. 4704) : adopté après modification (p. 4705)

Interventions : M. Michel Raison (p. 4704) ; M. Patrick Ollier (p. 4704) ; M. Luc Chatel (p. 4704)

Adt n° 28 de la commission : adopté (p. 4704)

Adt n° 165 rectifié de M. Lionel Tardy (p. 4704)

Adt n° 29 de la commission (p. 4704) : adopté après modification (p. 4705)

Sous-adt n° 323 rectifié du Gouvernement : adopté (p. 4705)

Après l'article 3

Adt n° 238 de Mme Danielle Bousquet (clause de révision de prix en cas d'évolution du coût des matières premières) : rejeté (p. 4705)

Intervenant : M. Jean Gaubert (p. 4705)

Adt n° 105 rectifié de M. Jean Gaubert (détermination de la date de facturation) : rejeté (p. 4705)

Adt n° 265 rectifié de M. Jean Gaubert (détermination du début du délai de paiement) (p. 4705) : rejeté (p. 4706)

Intervenant : M. Jean-Paul Charié (p. 4706)

Adt n° 30 de la commission (prohibition des prix abusivement bas en situation de fortes variations des cours des matières premières) : adopté après modification (p. 4706)

Intervenant : M. Michel Raison (p. 4706)

Sous-adt n° 324 du Gouvernement (limitation à certaines matières premières agricoles) : adopté (p. 4706)

Intervenant : M. Luc Chatel (p. 4706)

Adt n° 125 de Mme Muriel Marland-Militello (règles relatives aux enchères inversées) (p. 4706) : rejeté (p. 4707)

Intervenant : M. Jean-Paul Charié (p. 4707)

Adt n° 31 de la commission (modification du périmètre de l'interdiction des enchères à distance inversées pour les produits agricoles) (p. 4707) : adopté (p. 4708)

Intervenants : M. Michel Raison (p. 4707) ; M. François Brottes (p. 4708)

Article 4 (dépenalisation du refus de communication des conditions générales de vente) (p. 4708) : adopté après modification (p. 4711)

Interventions : M. Patrick Roy (p. 4708) ; M. Michel Raison (p. 4708 et s.) ; M. Jean-Paul Charié (p. 4709) ; M. André Chassaigne (p. 4710) ; M. François Brottes (p. 4711)

Adt n° 32 de la commission : adopté (p. 4708)

Adt n° 160 de M. Lionel Tardy (p. 4708)

Adt n° 219 de M. Jean Dionis du Séjour (p. 4709)

Adt n° 289 rectifié de M. André Chassaigne (p. 4709)

Adts n° 161 et 156 rectifié de M. Lionel Tardy (p. 4709)

Adt n° 127 rectifié de M. Jean Gaubert (p. 4710)

Adt n° 33 de la commission : adopté (p. 4710)

Adt n° 159 de M. Lionel Tardy (p. 4710)

Adt n° 82 de M. Jean Gaubert (p. 4711)

Article 5 (possibilité de demander réparation du préjudice subi du fait de la non communication des conditions générales de vente) : adopté après modification (p. 4711)

Interventions : M. Michel Raison (p. 4711) ; M. François Brottes (p. 4711)

Adt n° 83 de M. Jean Gaubert (de suppression) (p. 4711)

Adts n° 34 et 35 de la commission : adoptés (p. 4711)

Après l'article 5

Adt n° 3 de la commission des lois (coordination des dispositions relatives à la responsabilité pénale des personnes morales) (p. 4711) : adopté (p. 4712)

Intervenants : M. Bertrand Pancher (p. 4711) ; M. Jean Gaubert (p. 4712) ; M. Jean-Paul Charié (p. 4712)

Adt n° 220 de M. Jean Dionis du Séjour (adaptation aux denrées périssables des règles relatives aux ventes de marchandises illicites) (p. 4712) : rejeté (p. 4713)

Intervenant : M. Jean Gaubert (p. 4713)

Adt n° 166 de M. Michel Piron (réduction de 30 à 20 jours des délais de paiement pour les produits alimentaires périssables) (p. 4713) : retiré (p. 4715)

Intervenants : M. Jean Gaubert (p. 4714) ; M. Philippe Folliot (p. 4714) ; M. André Chassaigne (p. 4714) ; M. François Brottes (p. 4714) ; M. Jean-Paul Charié (p. 4715)

Adt n° 162 de M. Lionel Tardy (harmonisation à 30 jours des délais de paiement pour tous les produits alimentaires) (p. 4713) : rejeté (p. 4715)

Intervenants : M. Jean Gaubert (p. 4714) ; M. Philippe Folliot (p. 4714) ; M. André Chassaigne (p. 4714) ; M. François Brottes (p. 4714) ; M. Jean-Paul Charié (p. 4715)

Adt n° 195 de M. Alain Suguenot (alignement des modalités applicables au comité interprofessionnel des vins de Champagne sur le droit commun en matière de délais de paiement dans le secteur vinivicole) (p. 4715) : adopté (p. 4716)

Intervenants : M. Philippe Armand Martin (p. 4715) ; M. François Brottes (p. 4716) ; M. Jean Dionis du Séjour (p. 4716) ; M. Serge Poignant (p. 4716)

Adt n° 194 de M. Alain Suguenot (alignement des délais de paiement des raisins et des moûts sur ceux applicables aux vins) : adopté (p. 4716)

Intervenants : M. Philippe Armand Martin (p. 4716) ; M. Serge Poignant (p. 4716) ; M. Jean Gaubert (p. 4716)

Adt n° 167 de M. Michel Piron (harmonisation à 45 jours des délais de paiement des produits alimentaires non périssables) : retiré (p. 4717)

Adt n° 295 de M. André Chassaigne (sanctions pénales en cas d'infraction aux règles interdisant le référencement) (p. 4717) : rejeté (p. 4718)

Intervenant : M. Daniel Fasquelle (p. 4717)

Adt n° 263 de M. Jean Gaubert (interdiction des retours d'invendus au fournisseur) (p. 4718) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 4720)

Intervenants : M. André Chassaigne (p. 4718) ; M. François Brottes (p. 4719)

Sous-adt n° 329 de M. Philippe Folliot (sauf accord explicite du fournisseur) (p. 4719) : rejeté (p. 4720)

Intervenants : M. Jean Dionis du Séjour (p. 4719) ; M. Jean-Paul Charié (p. 4719) ; M. Jean Gaubert (p. 4720)

Adt n° 306 de M. André Chassaigne (consultation préalable obligatoire du Conseil de la concurrence par les collectivités de plus de 100 000 habitants pour tout contrat relatif à la gestion de l'eau) : rejeté (p. 4721)

Intervenants : M. Jean Dionis du Séjour (p. 4721) ; M. André Flajolet (p. 4721)

Adt n° 290 de M. André Chassaigne (création d'un Observatoire national du commerce) (p. 4721) : retiré (p. 4722)

Adt n° 257 de M. Jean Gaubert (groupement d'intérêt commercial et artisanal des commerçants et artisans des centres villes ou des zones touristiques) (p. 4722) : rejeté (p. 4723)

Intervenants : M. Jean-Paul Charié (p. 4723) ; M. Patrick Ollier (p. 4723) ; Mme Frédérique Massat (p. 4723)

Adt n° 259 de M. Jean-Marie Le Guen (obligation pour tout commerce de plus de 300 m² de consacrer 10 % de ses achats nets alimentaires aux fruits et légumes) (p. 4723) : rejeté (p. 4724)

Intervenants : Mme Delphine Batho (p. 4723) ; M. Jean Dionis du Séjour (p. 4724)

Adt n° 260 de M. Jean-Marie Le Guen (obligation de consacrer 10 % des investissements publicitaires des entreprises commerciales alimentaires à l'information nutritionnelle) (p. 4724) : rejeté (p. 4725)

Intervenants : Mme Delphine Batho (p. 4724) ; M. François Brottes (p. 4724)

Adt n° 261 de M. Jean-Marie Le Guen (obligation pour les grandes surfaces alimentaires de plus de 1 500 m² de réserver 20 % de la superficie d'information promotionnelle à des messages d'éducation sanitaire et nutritionnelle) : rejeté (p. 4725)

Intervenant : Mme Delphine Batho (p. 4725)

Adt n° 262 de M. Jean Gaubert (interdiction du démarchage commercial téléphonique sans le consentement exprès de la personne concernée) : rejeté (p. 4725)

Adt n° 208 de M. Jean Gaubert (rapport au Parlement relatif à la possibilité de mettre en place une signalétique particulière mentionnant les produits surgelés ou préparés hors les murs dans les hôtels, cafés et restaurants) (p. 4725) : rejeté (p. 4726)

Intervenant : Mme Catherine Coutelle (p. 4726)

Adt n° 311 de M. André Chassaigne (rapport au Parlement sur les effets sur la santé des produits alimentaires à bas prix) (p. 4726) : rejeté (p. 4727)

Adt n° 312 de M. André Chassaigne (rapport au Parlement sur les moyens à accorder à la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes) : rejeté (p. 4727)

Intervenant : M. Jean Gaubert (p. 4727)

Adt n° 209 rectifié de M. Jean Gaubert (création d'un médiateur de la consommation) (p. 4727) : rejeté (p. 4728)

Adt n° 287 de M. André Chassaigne (création d'un code de déontologie des enchères à distance inversées) (p. 4728) : rejeté (p. 4729)

Titre II

Mesures sectorielles en faveur du pouvoir d'achat

Chapitre Ier

Mesures relatives au secteur des communications électroniques

Avant l'article 6

Adt n° 16 de Mme Marie-Jo Zimmermann (gratuité du temps d'attente et de relation avec des automates pour tous les numéros surtaxés) (p. 4729) : adopté au SCRUTIN PUBLIC (p. 4731)

Intervenants : Mme Frédérique Massat (p. 4729) ; Mme Laure de La Raudière (p. 4730) ; Mme Catherine Coutelle (p. 4730) ; M. Philippe Folliot (p. 4730 et s.) ; M. Jean-Paul Charié (p. 4730) ; M. André Chassaigne (p. 4730) ; M. François Brottes (p. 4730) ; M. Jean Gaubert (p. 4731)

Adt n° 119 de M. Jean Gaubert (gratuité des numéros de téléphone d'accès aux services après-vente, services d'assistance technique ou tout autre service chargé du traitement des réclamations se rapportant à l'exécution d'un contrat de vente ou de louage d'un bien ou service conclu avec un professionnel) : rejeté (p. 4731)

Adts identiques n°s 106 et 281

Adt n° 106 de M. Jean Gaubert (profil de consommation envoyé mensuellement à chaque client par tout opérateur de téléphonie vocale) (p. 4731) : rejeté (p. 4732)

Adt n° 281 de M. André Chassaigne (profil de consommation envoyé mensuellement à chaque client par tout opérateur de téléphonie vocale) (p. 4731) : rejeté (p. 4732)

Adts identiques n°s 57 rectifié et 230

Adt n° 57 rectifié de M. Alain Suguenot (profil de consommation envoyé mensuellement à

chaque client par tout opérateur de téléphonie vocale) (p. 4731) : rejeté (p. 4732)

Intervenant : M. Michel Lezeau (p. 4732)

Adt n° 230 de M. Jean Dionis du Séjour (profil de consommation envoyé mensuellement à chaque client par tout opérateur de téléphonie vocale) (p. 4731) : rejeté (p. 4732)

Adt n° 101 de M. Jean Gaubert (motivation et justification des clauses de durée minimale d'engagement ou de frais de résiliation dans les contrats de service de communication électroniques) : rejeté (p. 4732)

Adt n° 99 de M. Jean Gaubert (motivation et justification des sommes forfaitaires dues lors de la résiliation d'un contrat de services de communications électroniques) : rejeté (p. 4732)

Adt n° 98 de M. Jean Gaubert (limitation à douze mois de la durée minimale d'engagement associée à un abonnement à des services de communications électroniques) (p. 4732) : rejeté (p. 4734)

Intervenants : Mme Corinne Erhel (p. 4732) ; M. François Brottes (p. 4733) ; M. Jean Dionis du Séjour (p. 4733)

Adt n° 280 rectifié de M. André Chassaigne (limitation à douze mois de la durée minimale d'engagement associée à un abonnement à des services de communications électroniques et justification des conditions financières de résiliation) : rejeté (p. 4734)

Adt n° 278 de M. André Chassaigne (durée minimale de validité d'une offre modifiant un contrat de fourniture de services de communications électroniques fixée à une année) : rejeté (p. 4734)

Adt n° 203 de M. Jean Gaubert (interdiction des modifications tacites d'une offre de fourniture d'un service de communications électroniques) : rejeté (p. 4734)

Intervenant : M. Jean Dionis du Séjour (p. 4734)

Article 6 (restitution des avances et préavis de résiliation) (p. 4739) : adopté après modification (p. 4744)

Interventions : M. André Chassaigne (p. 4739) ; M. Michel Raison (p. 4740) ; M. François Brottes (p. 4741 et s.) ; M. Jean Gaubert (p. 4741) ; M. Jean Dionis du Séjour (p. 4742) ; Mme Laure de La Raudière (p. 4743) ; M. Alain Joyandet (p. 4743)

Adt n° 179 de Mme Laure de La Raudière (p. 4739)

Adt n° 276 de M. André Chassaigne (p. 4740)

Adts identiques n°s 36 et 186

Adt n° 36 de la commission : adopté (p. 4740)

Adt n° 186 de Mme Laure de La Raudière : adopté (p. 4740)

Adt n° 199 de Mme Laure de La Raudière (p. 4740)

Adt n° 303 de M. André Chassaigne (p. 4741)

Adt n° 180 de Mme Laure de La Raudière (p. 4741)

Adt n° 277 de M. André Chassaigne (p. 4741)

Adts n°s 185 et 187 de Mme Laure de La Raudière (p. 4741)

Adt n° 218 de M. Jean Dionis du Séjour (p. 4741)

Adts n°s 288 et 279 de M. André Chassaigne (p. 4742)

Adt n° 184 rectifié de Mme Laure de La Raudière (p. 4742)

Sous-adt n° 322 de M. Jean-Paul Charié (p. 4742)

Adt n° 37 de la commission (p. 4742) : adopté (p. 4743)

Adt n° 234 de M. Louis Giscard d'Estaing (p. 4743)

Après l'article 6

Adts identiques n°s 38 et 188

Adt n° 38 de la commission (mention sur les factures de la durée d'engagement restant à courir et de la date de fin d'abonnement) : adopté après modification (p. 4744)

Intervenants : Mme Laure de La Raudière (p. 4744) ; M. François Brottes (p. 4744)

Sous-adt n° 330 du Gouvernement (remplacer « abonnement », par « contrat de communications électroniques incluant une clause imposant le respect d'une durée minimum d'exécution ») : adopté (p. 4744)

Intervenant : M. Luc Chatel (p. 4744)

Sous-adt n° 331 du Gouvernement (s'il y a lieu, préciser que la durée minimum d'exécution du contrat est échue) : adopté (p. 4744)

Intervenant : M. Luc Chatel (p. 4744)

Sous-adt n° 319 de M. Jean-Paul Charié (mention de la durée d'engagement restant à courir ou de la date de fin de l'engagement) : adopté (p. 4744)

Intervenant : M. François Brottes (p. 4744)

Adt n° 188 de Mme Laure de La Raudière (mention sur les factures de la durée d'engagement restant à courir et de la date de fin d'abonnement) : devenu sans objet (p. 4744)

Adt n° 183 de Mme Laure de La Raudière (accord exprès du consommateur pour la poursuite payante de services initialement gratuits mis à disposition de façon accessoire) : adopté après modification (p. 4745)

Intervenants : M. Jean Dionis du Séjour (p. 4745) ; M. Jean Gaubert (p. 4745)

Sous-adt n° 328 de M. Michel Raison (suppression de la mention du caractère accessoire de la fourniture initiale de ces services) : adopté (p. 4745)

Sous-adt n° 320 de M. Jean-Paul Charié (information du consommateur au moins 10 jours avant la fin de la période de gratuité) : devenu sans objet (p. 4745)

Adt n° 168 de M. Frédéric Lefebvre (possibilité de désignation d'opérateurs de service universel distincts pour le service d'annuaire ou celui des renseignements) (p. 4745) : adopté (p. 4746)

Intervenants : M. François Brottes (p. 4746) ; M. Jean Dionis du Séjour (p. 4746)

Article 7 (gratuité des temps d'attente "on-net" et services après-vente accessibles via des numéros non surtaxés vers tout fournisseur de services de communications électroniques) (p. 4746) : adopté après modification (p. 4751)

Interventions : M. Jean Dionis du Séjour (p. 4746) ; M. Patrick Roy (p. 4747) ; M. Michel Raison (p. 4748 et s.) ; M. François Brottes (p. 4748) ; M. Patrick Ollier (p. 4748 et s.) ; M. Philippe Folliot (p. 4749) ; M. Jean Gaubert (p. 4749 et s.) ; M. André Chassaigne (p. 4749) ; Mme Laure de La Raudière (p. 4750) ; Mme Frédérique Massat (p. 4750)

Adt n° 282 de M. André Chassaigne (p. 4747)

Adt n° 181 de Mme Laure de La Raudière (p. 4747)

Adt n° 196 de M. Lionel Tardy (p. 4747)

Adt n° 283 de M. André Chassaigne (p. 4748)

Adt n° 223 de M. Jean Dionis du Séjour : adopté (p. 4748)

Adts identiques n°s 39 et 189

Adt n° 39 de la commission (p. 4748)

Adt n° 189 de Mme Laure de La Raudière (p. 4748)

Adt n° 182 de Mme Laure de La Raudière (p. 4748)

Adt n° 40 de la commission (p. 4748) : adopté (p. 4749)

Adt n° 301 de M. André Chassaigne (p. 4749)

Adts identiques n°s 41, 122 et 302

Adt n° 41 de la commission : adopté (p. 4749)

Adt n° 122 de M. Jean Gaubert : adopté (p. 4749)

Adt n° 302 de M. André Chassaigne : adopté (p. 4749)

Adt n° 17 de Mme Marie-Jo Zimmermann (p. 4749)

Adt n° 255 de M. Jean Gaubert (p. 4751)

Adt n° 197 de M. Lionel Tardy (p. 4751)

Après l'article 7

Adt n° 42 de la commission (durée d'exécution et conditions de sortie des contrats de téléphonie

mobile) (p. 4752) : adopté après modification (p. 4754)

Intervenant : M. Michel Raison (p. 4752)

Sous-adt n° 239 de M. Jean Dionis du Séjour (modalités commerciales non disqualifiantes des offres limitées à 12 mois) (p. 4752) : adopté (p. 4754)

Sous-adts identiques n°s 177, 236 et 241

Sous-adt n° 177 de M. Lionel Tardy (montant maximum des frais de dédit d'un engagement supérieur à 12 mois) (p. 4752) : adopté (p. 4754)

Sous-adt n° 236 de M. Jean-Paul Charié (montant maximum des frais de dédit d'un engagement supérieur à 12 mois) (p. 4752) : adopté (p. 4754)

Sous-adt n° 241 de M. Jean Dionis du Séjour (montant maximum des frais de dédit d'un engagement supérieur à 12 mois) (p. 4752) : adopté (p. 4754)

Sous-adt n° 242 de M. Jean Dionis du Séjour (interdiction de lier clause de fidélisation et durée d'exécution du contrat) (p. 4752) : rejeté (p. 4754)

Intervenant : M. François Brottes (p. 4754)

Sous-adt n° 243 de M. Jean Dionis du Séjour (interdiction de contourner les dispositions de l'amendement n° 42 par le recours à des contrats liés) (p. 4752) : adopté (p. 4754)

Sous-adt n° 190 de Mme Laure de La Raudière (rédactionnel) (p. 4752) : adopté (p. 4754)

Sous-adt n° 222 rectifié de M. Jean Dionis du Séjour (plafonnement des redevances exigibles en cas de résiliation avant la période minimale d'abonnement) : retiré (p. 4754)

Adt n° 43 de la commission (gratuité des appels des numéros présentés comme gratuits depuis les téléphones mobiles et prise en charge du coût éventuel des appels par les opérateurs de communications électroniques) (p. 4754) : adopté après modification (p. 4756)

Intervenants : M. Jean Dionis du Séjour (p. 4754) ; M. Frédéric Lefebvre (p. 4756)

Sous-adt n° 244 de M. Jean Dionis du Séjour (précisions sur la gratuité d'un appel) (p. 4754) : adopté au SCRUTIN PUBLIC (p. 4756)

Intervenant : M. Daniel Paul (p. 4756)

Sous-adt n° 245 de M. Jean Dionis du Séjour (création d'une nouvelle tranche de numérotation pour des numéros totalement gratuits) (p. 4754) : adopté au SCRUTIN PUBLIC (p. 4756)

Sous-adt n° 321 de M. Jean-Paul Charié (limitation de la gratuité aux services d'assistances techniques des opérateurs de communications électroniques et aux services sociaux) (p. 4755) : retiré (p. 4756)

Adt n° 270 de M. Didier Migaud (interdiction de toute taxation spécifique supplémentaire aux appels émis vers des services de renseignements téléphoniques) (p. 4756) : adopté après modification (p. 4757)

Intervenants : M. François Brottes (p. 4757) ; M. Frédéric Lefebvre (p. 4757)

Sous-adt n° 332 de M. Patrick Ollier (interdiction d'une taxation spécifique pour la mise en relation avec le service des renseignements téléphoniques) (p. 4756) : adopté (p. 4757)

Adt n° 225 rectifié de M. Jean Dionis du Séjour (interdiction des offres d'appels à tarif préférentiel proposées par des fournisseurs de services de communications électroniques vers des numéros de leur propre réseau) : retiré (p. 4757)

Adt n° 224 de M. Jean Dionis du Séjour (création d'une liste d'opposition particulière autorisant la mise en relation avec un abonné sans divulgation de son numéro de téléphone) (p. 4757) : retiré (p. 4758)

Adt n° 237 de M. Pierre-Christophe Baguet (obligation pour les opérateurs de téléphonie mobile de proposer une offre commerciale familiale) (p. 4758) : adopté (p. 4759)

Intervenants : M. Jean Gaubert (p. 4759) ; Mme Pascale Gruny (p. 4759) ; M. Jean-Paul Charié (p. 4759)

Article 8 (recherche et constatations des infractions) : adopté après modification (p. 4759)

Adt n° 44 rectifié de la commission : adopté (p. 4759)

Après l'article 8

Adt n° 172 de Mme Marie-Anne Montchamp (création de centres relais téléphoniques destinés aux personnes sourdes et malentendantes) (p. 4759) : retiré (p. 4760) ; repris par M. Jean Gaubert (p. 4760) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 4762)

Intervenants : Mme Catherine Coutelle (p. 4760) ; M. André Chassaigne (p. 4760) ; M. Patrick Ollier (p. 4761) ; Mme Laurence Dumont (p. 4761)

Adt n° 228 de M. Antoine Herth (suppression de la protection au titre des dessins et modèles des pièces détachées de rechange) : retiré (p. 4762)

Chapitre II

Mesures relatives au secteur bancaire

Avant l'article 9

Adt n° 268 de M. Jean Gaubert (réglementation des prêts à taux variable) : rejeté (p. 4762)

Article 9 (extension du champ de la médiation bancaire) (p. 4762) : adopté (p. 4764)

Intervenant : Mme Delphine Batho (p. 4762)

Adt n° 284 de M. André Chassaigne (p. 4763)

Article 10 (création d'un relevé périodique des frais bancaires) (p. 4764) : adopté après modification (p. 4771)

Interventions : M. Michel Raison (p. 4765 et s.) ; M. François Brottes (p. 4765 et s.) ; M. Jean Gaubert (p. 4765 et s.) ; M. Jean-Paul Charié (p. 4766 et s.) ; M. Bertrand Pancher (p. 4766 et s.) ; Mme Delphine Batho (p. 4766 et s.) ; M. Philippe Folliot (p. 4766) ; M. André Chassaigne (p. 4767) ; M. Jean Dionis du Séjour (p. 4769) ; M. Daniel Fasquelle (p. 4770)

Adts n°s 252 et 254 de Mme Delphine Batho (p. 4764 et s.)

Adt n° 333 de la commission : adopté (p. 4765)

Adt n° 305 de M. André Chassaigne (p. 4765)

Adt n° 249 de Mme Delphine Batho (p. 4765)

Adts identiques n°s 4 et 207 rectifié

Adt n° 4 de la commission des lois (p. 4766)

Adt n° 207 rectifié de M. Jean Gaubert (p. 4766)

Adt n° 233 de M. Louis Giscard d'Estaing (p. 4766) : adopté (p. 4767)

Adt n° 45 de la commission (p. 4767)

Adt n° 250 de Mme Delphine Batho (p. 4767)

Adts identiques n°s 46 rectifié et 5

Adt n° 46 rectifié de la commission : adopté (p. 4767)

Adt n° 5 de la commission des lois : adopté (p. 4767)

Adt n° 304 de M. André Chassaigne (p. 4767)

Adt n° 272 de M. Didier Migaud (p. 4767)

Adt n° 253 de Mme Delphine Batho (p. 4768)

Adt n° 15 de M. Thierry Benoit (p. 4768)

Adt n° 273 de M. Didier Migaud (p. 4768)

Adt n° 6 de la commission des lois : adopté (p. 4768)

Adt n° 47 de la commission (p. 4768)

Adts identiques n°s 48 et 7 rectifié

Adt n° 48 de la commission (p. 4768) : adopté (p. 4769)

Adt n° 7 rectifié de la commission des lois (p. 4768) : adopté (p. 4769)

Adts identiques n°s 49 et 285

Adt n° 49 de la commission : SCRUTIN PUBLIC (p. 4769)

Adt n° 285 de M. André Chassaigne : SCRUTIN PUBLIC (p. 4769)

Adt n° 111 de M. Jean Gaubert (p. 4769)

Adts n°s 210 rectifié et 251 rectifié de Mme Delphine Batho (p. 4770 et s.)

Adt n° 286 de M. André Chassaigne (p. 4771)

Après l'article 10

Adt n° 130 de M. Jean Gaubert (interdiction des dates de valeur) : rejeté (p. 4771)

Adt n° 124 de M. Jean Gaubert (définition et financement du service bancaire universel assumé par la Banque postale) : rejeté (p. 4771)

Adt n° 198 rectifié de M. Frédéric Lefebvre (amélioration de l'information du consommateur sur le crédit immobilier à taux variable) (p. 4771) : adopté (p. 4772)

Intervenants : M. Philippe Folliot (p. 4772) ; M. Didier Migaud (p. 4772)

Adt n° 271 de M. Didier Migaud (plafonnement de la variabilité des taux) (p. 4772) : retiré (p. 4773)

Adt n° 327 de la commission (insertion de la division et de l'intitulé : "Chapitre III " "dispositions diverses" : adopté (p. 4773)

Intervenant : M. Michel Raison (p. 4773)

Adt n° 149 de M. Bertrand Pancher (protection du consommateur souscrivant un contrat d'assurance commercialisé par voie de démarchage à domicile) : adopté (p. 4773)

Adt n° 84 de M. Jean Gaubert (information sur les délais de livraison des produits ou services) (p. 4773) : adopté après modification (p. 4774)

Sous-adt n° 334 du Gouvernement (produits ou services vendus à distance) : adopté (p. 4773)

Intervenant : M. Luc Chatel (p. 4773)

Adt n° 202 de M. Jean Gaubert (assimilation des allégations fausses ou trompeuses sur l'impact sur l'environnement de biens ou services à des pratiques commerciales trompeuses) : rejeté (p. 4774)

Adt n° 107 de M. Jean Gaubert (lisibilité des mentions légales sur les publicités) : rejeté (p. 4774)

Adt n° 221 de M. Jean Dionis du Séjour (modification des règles de rétractation) : rejeté (p. 4774)

Adt n° 97 de M. Jean Gaubert (extension aux salons et foires du délai de rétractation de sept jours) : rejeté (p. 4774)

Adt n° 96 de M. Jean Gaubert (interdiction de vente de biens et services à usage prohibé) (p. 4774) : rejeté (p. 4775)

Intervenants : M. François Brottes (p. 4774) ; M. Patrice Calmèjane (p. 4774) ; M. Thierry Benoit (p. 4775)

Adt n° 206 de M. Jean Gaubert (abrogation de l'article L. 136-1 du Code de la consommation relatif à la reconduction tacite des contrats) : rejeté (p. 4775)

Adt n° 108 de M. Jean Gaubert (règles de modification des caractéristiques essentielles d'un contrat par le professionnel et de résiliation par le consommateur et le professionnel) : rejeté (p. 4775)

Adt n° 120 de M. Jean Gaubert (interdiction d'invoquer comme cause exonératoire de garantie par un réseau de concessionnaires automobiles l'entretien régulier d'un véhicule par un professionnel extérieur à ce réseau) : rejeté (p. 4775)

Adt n° 147 de M. Jean Gaubert (interdiction des demandes de versement de frais autres que ceux résultants de la réparation expressément acceptée par le consommateur durant le temps de la garantie) : rejeté (p. 4775)

Adt n° 174 de M. Philippe Folliot (enseignement obligatoire, dans les premier et second degrés, des questions liées à la consommation et à la protection du consommateur) (p. 4775) : rejeté (p. 4776)

Adt n° 85 de M. François Brottes (possibilité pour les associés de sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance en temps partagé de se défaire de leur part) : retiré (p. 4776)

Adt n° 86 de M. François Brottes (règles de revente des parts de sociétés d'immeubles en jouissance en temps partagé) : retiré (p. 4776)

Adt n° 146 de M. Jean Gaubert (colocation dans les logements locatifs sociaux) (p. 4776) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 4777)

Intervenants : M. Philippe Folliot (p. 4777) ; M. François Brottes (p. 4777) ; M. Jean-Charles Taugourdeau (p. 4777) ; M. Patrick Ollier (p. 4777)

Adt n° 275 de M. André Chassaigne (délai maximal de restitution du dépôt de garantie par le bailleur fixé à 10 jours) (p. 4777) : rejeté (p. 4778)

Adt n° 142 de M. Jean Gaubert (délai maximal de restitution du dépôt de garantie par le bailleur fixé à 1 mois) : rejeté (p. 4778)

Adt n° 144 de M. Jean Gaubert (justification par le bailleur des sommes retenues sur le dépôt de garantie) : rejeté (p. 4778)

Adt n° 145 de M. Jean Gaubert (majoration des indemnités versées au locataire en cas de restitution tardive du dépôt de garantie par le bailleur) : rejeté (p. 4778)

Adt n° 131 de M. François Brottes (définition et tarification des services des administrateurs de biens) : retiré (p. 4778)

Adt n° 50 de la commission (étiquetage écologique des produits) (p. 4778) : retiré (p. 4779)

Intervenant : M. Patrick Ollier (p. 4778)

Sous-adt n° 274 de M. Jean Gaubert (mention de la consommation d'énergie et d'autres ressources essentielles sur les étiquettes) (p. 4778) : devenu sans objet (p. 4779)

Intervenant : Mme Frédérique Massat (p. 4778)

Adt n° 293 de M. André Chassaigne (obligations des réseaux de grande distribution en matière d'affichage des prix) (p. 4779) : adopté (p. 4780)

Intervenant : M. Daniel Fasquelle (p. 4780)

Adt n° 294 de M. André Chassaigne (étiquetage de la distance parcourue par un produit entre ses lieux de production et de vente au consommateur final) (p. 4779) : rejeté (p. 4780)

Adt n° 292 de M. André Chassaigne (étiquetage de l'origine géographique d'un produit) (p. 4779) : rejeté (p. 4780)

Adt n° 291 de M. André Chassaigne (étiquetage du prix non soldé et du prix de vente) (p. 4779) : rejeté (p. 4780)

Adt n° 100 de M. Jean Gaubert (étiquetage du bilan carbone d'un produit) : rejeté (p. 4780)

Intervenant : M. François Brottes (p. 4780)

Adt n° 121 de M. Jean Gaubert (possibilité en cas de déménagement pour les consommateurs non domestiques ayant exercé leur éligibilité de revenir au tarif réglementé de l'électricité) (p. 4780) : rejeté (p. 4781)

Intervenants : M. François Brottes (p. 4780 et s.) ; M. Patrick Ollier (p. 4780)

Adt n° 204 de M. Jean Gaubert (possibilité en cas de déménagement pour les consommateurs non domestiques ayant exercé leur éligibilité de revenir au tarif réglementé de gaz) (p. 4780) : rejeté (p. 4781)

Intervenants : M. François Brottes (p. 4780 et s.) ; M. Patrick Ollier (p. 4780)

Adt n° 132 de M. Jean Gaubert (obligation pour tout fournisseur d'énergie d'adresser à chacun de ses clients une information détaillée de son profil de consommation avec chaque facture) (p. 4780) : rejeté (p. 4781)

Intervenants : M. François Brottes (p. 4780 et s.) ; M. Patrick Ollier (p. 4780)

Adt n° 109 de M. Jean Gaubert (attribution de nouvelles missions à l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques) : rejeté (p. 4781)

Adt n° 110 de M. Jean Gaubert (obligation de faire figurer dans le rapport annuel d'un délégataire d'un contrat de service public la marge réalisée par ce délégataire) : rejeté (p. 4781)

Adt n° 310 de M. André Chassaigne (rapport au Parlement sur le respect par les sociétés délégataires du service public de l'eau de leurs obligations) : rejeté (p. 4781)

Adt n° 123 de M. Jean Gaubert (application du taux réduit de TVA aux petits services de réparation de bicyclettes) (p. 4781) : rejeté (p. 4782)

Adt n° 266 de M. Jean Gaubert (interdiction de la vente de matériels de rééducation et paramédicaux en dehors d'offices spécialisées) : rejeté (p. 4782)

Adt n° 264 de M. Jean Gaubert (dispositif obligatoire de chèques transport au profit des salariés) : rejeté (p. 4782)

Intervenants : M. François Brottes (p. 4782) ; Mme Catherine Coutelle (p. 4782)

Titre III

Habilitation du Gouvernement à procéder à l'adaptation de la partie législative du code de la consommation et à l'adoption de diverses mesures relevant du livre II du même code

Article 11 (habilitation à légiférer par ordonnance pour re-codifier le code de la consommation) (p. 4782) : adopté (p. 4783)

Adts identiques n° 102 et 308

Adt n° 102 de M. Jean Gaubert (de suppression) (p. 4782)

Adt n° 308 de M. André Chassaigne (de suppression) (p. 4782)

Article 12 (habilitation à légiférer par ordonnance en matière de contrôle des produits importés et de sécurité générale des produits) : adopté après modification (p. 4783)

Intervenant : M. Michel Raison (p. 4783)

Adt n° 103 de M. Jean Gaubert (de suppression) (p. 4783)

Adts n°s 51 et 52 de la commission : adoptés (p. 4783)

Adts n°s 169 et 170 rectifié de M. Michel Raison : adoptés (p. 4783)

Adt n° 175 de M. Philippe Folliot (p. 4783)

Après l'article 12

Adt n° 200 de M. Bertrand Pancher (transposition dans le code de la consommation de la directive 2005/29/CE relative aux pratiques commerciales déloyales des entreprises) (p. 4783) : adopté (p. 4784)

Adt n° 256 de M. Jean Gaubert (transposition dans le code de la consommation de la directive 2005/29/CE relative aux pratiques commerciales déloyales des entreprises) (p. 4783) : retiré (p. 4784)

Titre IV

Dispositions relatives à l'outre-mer

Article 13 (habilitation à légiférer par ordonnance pour rendre applicable la loi à l'outre-mer) : adopté après modification (p. 4784)

Adt n° 104 de M. Jean Gaubert (de suppression) (p. 4784)

Adt n° 53 de la commission : adopté (p. 4784)

Explications de vote et vote [27 novembre 2007]

Explications de vote

M. Jean-Paul Charié (p. 4784) ; M. Jean Dionis du Séjour (p. 4784) ; M. Jean Gaubert (p. 4785) ; M. André Chassaigne (p. 4785)

Vote des groupes

Groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire :
pour : M. Jean-Paul Charié (p. 4784)
Groupe Nouveau Centre : pour : M. Jean Dionis du
Séjour (p. 4785)

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 4786)

Intervention du rapporteur de la commission des
lois à l'issue du vote : M. Michel Raison (p. 4786)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

**Avant la mise aux voix du texte de la commission
mixte paritaire [20 décembre 2007] (p. 5519)**

Présentation du rapport de la commission mixte
paritaire
M. Michel Raison (p. 5519)

Discussion générale

M. André Chassaigne (p. 5521) ; M. Charles de
Courson (p. 5523) ; Mme Laure de La Raudière
(p. 5525) ; M. Jean Gaubert (p. 5526)

Rappel au règlement

*M. Patrick Roy proteste contre le fait que
l'Assemblée ne puisse pas débattre spécifiquement
de la disposition, adoptée par le Sénat, relative à
l'ouverture des magasins d'ameublement le
dimanche [20 décembre 2007] (p. 5528)*

Intervention du vice-président de la commission mixte
paritaire

M. Patrick Ollier (p. 5528)

Rappel au règlement

*Mme Marylise Lebranchu déclare que la majorité
actuelle n'a pas mis en place des dispositions votées
avant 2001 concernant les marges arrière ; elle
déploie que le débat sur le travail du dimanche
échappe à la discussion de l'Assemblée nationale
[20 décembre 2007] (p. 5530)*

Rappel au règlement

*M. Frédéric Lefebvre estime que les députés de
l'opposition ne peuvent pas dire que le Parlement
ne fait pas son travail et "pousser des cris d'orfraie
devant un amendement parlementaire"
[20 décembre 2007] (p. 5530)*

Intervention du Gouvernement

M. Luc Chatel (p. 5531)

**Mise aux voix du texte de la commission mixte
paritaire [20 décembre 2007] (p. 5532)**

Adt n° 1 de M. Michel Raison : adopté (p. 5532)

Intervenants : M. Michel Raison (p. 32) ; M. Luc
Chatel (p. 5532)

**Explications de vote et vote [20 décembre 2007]
(p. 5532)**

Explications de vote

Mme Marylise Lebranchu (p. 5532) ; M. Charles de
Courson (p. 5533)

Vote des groupes

Groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche :
contre : Mme Marylise Lebranchu (p. 5532)
Groupe Nouveau Centre : pour : M. Charles de
Courson (p. 5533)

**Adoption de l'ensemble du projet de loi, compte tenu
du texte de la commission mixte paritaire modifié
(p. 5533)**